

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

**DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE
ET DU FINANCEMENT**



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté - Patrie

RAPPORT ANNUEL DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DECEMBRE 2023



Mars 2024

Table des matières

Liste des tableaux et figures.....	2
Sigles et acronymes	3
Introduction	4
I- Objectifs de la gestion de la dette publique	4
II- Evolution de l'economie et des finances publiques	5
A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt.....	5
1- Evolution de l'économie	5
2- Evolution des taux d'intérêt	6
III- Point sur la mise en œuvre de la strategie d'endettement en 2023	9
A- Financements extérieurs.....	9
1- Nouveaux engagements extérieurs	9
2- Exécution des dépenses en capital sur les emprunts extérieurs au titre de l'exercice 2023	10
3- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2023	10
B - Financements intérieurs : Emission des titres publics à fin décembre 2023	11
IV. Situation de la dette publique.....	12
A. Dette publique intérieure.....	14
B. Dette publique extérieure	14
1 - Situation de la dette extérieure à fin 2023	14
2 - Composition de la dette extérieure.....	15
V – Indicateurs de cout et de risques du portefeuille.....	17
A. Le coût du portefeuille de la dette existante	18
B. Les risques liés au portefeuille de la dette existante	18
1. Le risque de refinancement	18
2. le risque de taux d'intérêt	19
3. le risque de taux de change	19
VI- Dette garantie par l'Etat	20
VII- Activites du Comite National de la Dette Publique (CNDP)	20
A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique	20
B- Orientation de la stratégie de gestion de la dette publique	21
Conclusion	21

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2023	8
Tableau 2 : Répartition des engagements extérieurs signés par type de créancier.....	9
Tableau 3 : Exécution du plan de financement 2023	11
Tableau 4 : Encours de la dette publique de 2021 à 2023 (en milliards de FCFA)	12
Tableau 5 : Situation de la dette de 2019 à 2023 en milliards de FCFA	13
Tableau 6 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2023	15
Tableau 7 : Caractéristiques et encours de la dette bilatérale au 31 décembre 2023	16
Tableau 8 : Caractéristiques et encours de la dette multilatérale au 31 décembre 2023	16
Tableau 9 : Caractéristiques et encours de la dette commerciale au 31 décembre 2023	17
Tableau 10 : Indicateurs de coût et de risques de la dette publique à fin décembre 2023.....	17
Tableau 11 : Situation des garanties en 2023 par l'Etat en milliard de FCFA	20

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Courbe de rendement du Togo au 25 décembre 2023 sur le marché primaire	8
Figure 2: Répartition par secteur de financements extérieurs obtenus en 2023.....	10
Figure 3 : Situation des décaissements extérieurs au titre de l'année 2023 en milliard de FCFA.....	10
Figure 4: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2019 à 2023	12
Figure 5 : Evolution des émissions de titres publics de 2019 à 2023	14
Figure 6 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise à fin 2023.....	15
Figure 7 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2023	18

SIGLES ET ACRONYMES

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNY	Yuan renminbi
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DDPF	Direction de la Dette Publique et du Financement
DGEAE	Direction Générale des Etudes et de l'Analyse Economique
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	Fonds Africain de Développement
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FED	Réserve Fédérale des Etats Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FSN	Fonds Spécial du Nigéria
FMI	Fonds Monétaire International
EUR	Euro
IDA	Association Internationale de Développement
IDI	Dinar Islamique
MUFG	Mitsubishi UFJ Financial Group
OPEC	Organisation de l'OPEP pour le Développement International
OTR	Office Togolais des Recettes
Pbs	Point de base
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissements Public
UCF	Unité de Compte FAD
USD	Dollar des Etats Unis
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
INAM	Institut National d'Assurance Maladie
MIFA	Mécanisme Incitatif de Financement Agricole

Introduction

Le présent rapport témoigne de la volonté des autorités togolaises de poursuivre les réformes engagées ces dernières années pour renforcer la transparence dans la gestion de la dette publique conformément aux bonnes pratiques internationales.

Ledit rapport rend compte de la mise en œuvre de la stratégie d'endettement, la ventilation de la dette publique par devise, par structure d'échéance et par structure de taux d'intérêt ainsi que la situation des ressources mobilisées.

Il s'articule autour des points ci-après :

- les objectifs de la gestion de la dette publique ;
- le contexte macroéconomique et financier ;
- la mise en œuvre de la stratégie d'endettement public de l'année 2023 ;
- la structure de la dette publique à fin décembre 2023;
- les indicateurs de coût et de risques du portefeuille de la dette publique ;
- la dette garantie par l'Etat ;
- les activités du Comité National de la Dette Publique ; et
- la mise en œuvre des réformes.

I- OBJECTIFS DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Les objectifs de la gestion de la dette publique au Togo s'alignent sur les standards internationaux et communautaires. Ils visent à (i) assurer les besoins de financement de l'Etat avec un compromis de risques et de coût acceptable et le paiement à temps réel des échéances, (ii) maintenir les indicateurs de viabilité et de soutenabilité de la dette publique en-dessous de la norme communautaire de l'UEMOA et des seuils définis dans le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) développé par le FMI et la Banque Mondiale, (iii) promouvoir le marché des titres publics.

II- EVOLUTION DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PUBLIQUES

A. Evolution de l'économie et des taux d'intérêt

1- Evolution de l'économie

Malgré les défis majeurs liés à la conjoncture internationale peu favorable, l'activité économique au titre de 2023 devrait se consolider à la faveur des effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie nationale dans le cadre de l'exécution des projets prioritaires de la FdR. Globalement, l'activité économique devrait s'inscrire à la hausse avec une croissance prévue à 6,4% en 2023 contre 5,8% en 2022, en lien avec le dynamisme attendu dans tous les secteurs de l'économie. Le dynamisme de l'activité en 2023 serait à la fois soutenu par les secteurs primaire (+4,2%), secondaire (+6,7%) et tertiaire (+7,6%).

Le secteur primaire afficherait une croissance de 4,2% en 2023 contre 5,1% en 2022, en lien avec les mesures prises par le gouvernement visant à mettre en place une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée. Dans ce contexte, les branches « Agriculture » et « Elevage et chasse » verraient leurs activités progresser respectivement à 4,0% et 5,9% contre respectivement 5,1% et 5,9% en 2022. La valeur ajoutée de la branche « Sylviculture et exploitation des forêts » progresserait de 5,4% contre 2,5% l'an dernier. La branche « pêche et aquaculture » régresserait de -1,8% en 2023 contre 6,9% en 2022.

Le secteur secondaire resterait sur sa dynamique de croissance entamée ces dernières années. Le taux de croissance est attendu à 6,7% contre 6,4% en 2022, avec une contribution à la croissance de 1,4 point de pourcentage. Cette orientation du secteur secondaire serait soutenue par les branches « Fabrication de produits alimentaires » (+7,7%), « Construction » (+7,6%), « Production et distribution d'électricité et de gaz » (+7,0%) et les « Activités extractives » (+6,1%).

L'activité du secteur tertiaire devrait se consolider pour ressortir avec un taux de croissance de 7,6% en 2023 contre 6,8% en 2022, et une contribution à la croissance estimée à 3,8 points de pourcentage. Le dynamisme attendu serait principalement lié aux performances du « Commerce » (+7,3%), des « Transports et entreposage » (+6,2%) et de l'« Information et communication » (+7,2%).

Du côté de la demande, la croissance du PIB serait essentiellement portée par la consommation finale et les investissements. La consommation finale à prix courant a progressé de 7,8% en 2023 contre 8,9% en 2022. La composante privée devrait augmenter de 8,1% après 8,5% en 2022 et représenterait 85,8% de la consommation totale.

Sur l'année 2023, il est observé un ralentissement de l'inflation qui s'établit à 5,3% contre 7,6% l'an passé. Malgré cette embellie, ce taux demeure au-dessus du seuil maximal de 3% fixé au sein de

l'UEMOA. Le niveau général des prix est principalement tiré par les prix des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « Restaurants et hôtels » et « Transports » qui ont augmenté respectivement de 3,5%, 12,2% et 7,9%.

L'exécution des opérations financières de l'Etat à fin septembre 2023, comparée à celle de fin septembre 2022, est marquée par une bonne orientation du recouvrement des ressources couplée à un resserrement du rythme d'exécution des dépenses. En effet, le rythme de croissance des dépenses ordonnancées (+8,6%) a été plus modéré que celui des ressources totales recouvrées (+11,5%). Ainsi, le solde budgétaire, dons compris, est ressorti déficitaire de 249,89 milliards à fin septembre 2023, contre un déficit de 263,90 milliards un an auparavant.

La loi de finances rectificative (LFR) 2023 prévoit des recettes totales à 1.061,6 milliards, en augmentation de 18,7% par rapport aux réalisations de 2022. Elles sont constituées de recettes fiscales (765,1 milliards), de recettes non fiscales (64,5 milliards), de dons programmes (19,4 milliards) et de dons projets (212,6 milliards). Les dépenses totales sont prévues en 2023 à 1 429,83 milliards, en hausse de 8,9% comparativement à l'exécution de 2022.

L'estimation à fin décembre 2023 fait apparaître un déficit budgétaire de 368,24 milliards, soit 6,6% du PIB, contre un déficit de 8,3% en 2022.

En 2023, les échanges commerciaux du Togo sont caractérisés par une progression de la valeur des exportations et des importations respectivement de 3,8% et 2,9% comparativement à 2022. Les exportations de biens sont évaluées à 872,8 milliards en 2023, et la valeur des importations est de 1 791,3 milliards.

La situation monétaire à fin décembre 2023 laisse apparaître un accroissement de la masse monétaire de 6,7% par rapport à fin décembre 2022. Cette hausse résulte des consolidations des créances sur l'économie (+4,5%), des actifs extérieurs nets (+4,9%) et des créances nettes sur l'Administration centrale (+17,1%). Les créances sur l'économie se sont établies à 31,3% du PIB à fin décembre 2023, contre 32,6% à fin décembre 2022.

2- Evolution des taux d'intérêt

Depuis 2022, l'ensemble des grandes banques centrales à travers le monde ont procédé à un resserrement de leur politique monétaire pour faire face à la hausse persistante de l'inflation. Face à la montée des tensions inflationnistes, la priorité des banques centrales a été la maîtrise de la hausse des prix. Toutefois, les resserrements monétaires ont pris fin après l'été 2023 suite à l'apparition de signes durables de ralentissement de la hausse des prix et par crainte de contraction de l'activité économique.

En effet, le 17 mars 2022, la Réserve fédérale américaine (FED) a relevé pour la première fois son principal taux directeur de 25 points de base, alors que ce taux s'était établi en mars 2020 entre 0 et 0,25%. Depuis, la FED a poursuivi son resserrement monétaire avec onze (11) hausses supplémentaires, la dernière en date remontant à juillet 2023. Actuellement, le taux directeur se situe dans la fourchette de 5,25% et 5,50%.

Le 21 juillet 2022, la Banque centrale européenne (BCE) a effectué la première hausse de son taux directeur en dix ans, faisant passer celui-ci de -0,5% à 0% et mettant fin à la période de taux négatifs. Depuis lors, la BCE a continué sur cette voie en procédant à dix (10) relèvements successifs des taux d'intérêt dans la zone euro. La dernière augmentation, de 25 points de base, a eu lieu en septembre 2023, portant le taux directeur à 4,50%.

Depuis, le Conseil des gouverneurs de la BCE a laissé ses taux directeurs inchangés¹ estimant que davantage de données sur l'évolution des prix étaient nécessaires pour la conduite de la politique monétaire. Le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt correspondent respectivement à 4,50 %, 4,75 % et 4,00 %. La BCE considère également que l'impact du resserrement historique commence à se faire sentir. Bien que les taux restent inchangés pour le moment, ils pourraient demeurer élevés pendant une période suffisamment longue afin de garantir un retour de l'inflation à la cible. Les prévisions actuelles de la BCE pour l'inflation sont de 2,3% pour 2024, 2,0% pour l'année 2025 et 1,9% à "moyen terme".

Dans l'UEMOA, la BCEAO a relevé à six (6) reprises ses taux directeurs de 25 points de base à chaque resserrement depuis juin 2022, afin de ramener progressivement le taux d'inflation dans son intervalle cible (entre 1% et 3%) sur le moyen terme. Ainsi, le taux minimum de soumission aux injections de liquidité et le taux de prêt marginal de la BCEAO sont passés respectivement de 2,0% et 4,0%, en vigueur depuis le 24 juin 2020, à 3,50% et 5,50% à partir du 16 décembre 2023.

Dans ce contexte, l'analyse de l'exécution du programme d'émissions pour l'Etat du Togo au 31 décembre 2023 fait ressortir les évolutions suivantes par rapport à la situation enregistrée au 31 décembre 2022 :

- ✓ une baisse du taux de couverture des émissions : en 2023, le taux de couverture des émissions effectués par l'émetteur ressort à 134%, en baisse de 90 pbs par rapport au niveau de 224% enregistré à fin 2022. Cette baisse est en lien avec le contexte de marché relativement difficile constaté sur l'année 2023 ;

¹ Dernier Conseil des gouverneurs de la BCE en date du 7 mars 2024

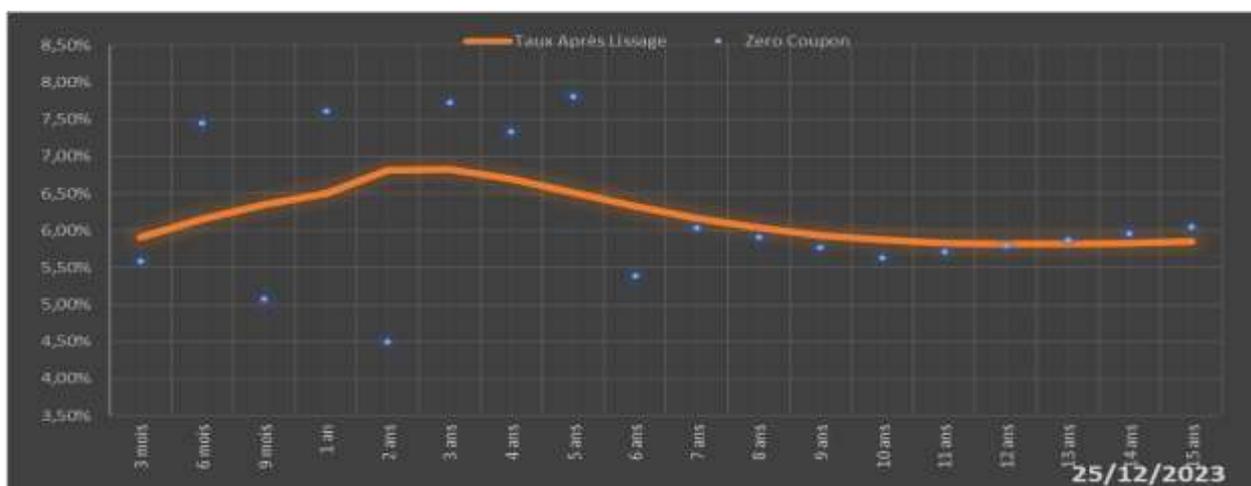
- ✓ un taux de réalisation des émissions légèrement inférieur à celui de l'année précédente : les montants mis en adjudication ont été couverts à 92% par les montants retenus au cours de l'année 2023, soit un écart de 62,09 milliards de FCFA. Ce taux était ressorti à 99% en 2022 ;
- ✓ le renchérissement du coût des émissions : les rendements des émissions de l'État Togolais sont inscrits en hausse au cours de l'année 2023, évoluant entre 3,75% et 7,99% sur des maturités allant de 3 mois à 7 ans. Au 31 décembre 2023, le rendement moyen pondéré des émissions de l'État du Togo ressort à 7,12%, contre 5,46% sur l'année 2022, correspondant à une hausse de 166 pbs. Cette évolution est essentiellement due à la dégradation des conditions de financements sur le MTP au cours de l'année 2023.

Tableau 1 : Evolution des rendements des émissions des OAT de l'Etat togolais par adjudication en 2023

Maturité	2019	2020	2021	2022	2023
3 mois	–	–	–	–	5,41%
6 mois	5,50%	4,32%	3,08%	2,79%	7,24%
12 mois	–	–	–	–	7,46%
3 ans	6,45%	6,22%	5,53%	5,23%	7,59%
5 ans	6,77%	6,34%	5,74%	5,63%	7,69%
7 ans	6,35%	6,48%	5,97%	5,51%	6,14%
10 ans	–	6,50%	6,08%	5,87%	-
15 ans	–	–	6,22%	6,19%	-

Source : UMOA-Titres

Figure 1: Courbe de rendement du Togo au 25 décembre 2023 sur le marché primaire



Source : UMOA-Titres

III- POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT EN 2023

La stratégie retenue pour l'année 2023-2025 se base sur la structure de financement du Programme d'Investissements Publics et priorise l'augmentation de la dette extérieure afin de réduire davantage le risque de refinancement lié à la dette intérieure. Elle met un accent sur le développement du marché des titres publics de l'UEMOA par l'émission des titres publics de moyen terme de maturité comprise entre 3 et 7 ans. Cette stratégie avait mis l'accent sur la mobilisation des emprunts commerciaux et une gestion active de la dette pour lisser davantage le profil d'amortissement et atténuer le risque de refinancement. La Stratégie de Dette à Moyen Terme (SDMT) a été mise à jour pour la période 2024-2026, incluant les objectifs de diversification de la dette extérieure tout en limitant les coûts d'endettement. Par ailleurs, pour répondre aux objectifs fixés, un projet de Cadre de financement durable a été élaboré afin de mobiliser des financements extérieurs pour les besoins de financements sociaux et environnementaux.

A- Financements extérieurs

1- Nouveaux engagements extérieurs

Au titre de l'année 2023, le montant des nouveaux engagements extérieurs du Togo² est estimé à 543,98 milliards de FCFA, ventilé par type de créanciers comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Répartition des engagements extérieurs signés par type de créancier

Types de Créancier	Engagements en Milliards de FCFA	En %
Bilatéraux	22,96	4,22
Commerciaux	138,45	25,45
Multilatéraux (y compris la BOAD)	382,58	70,33
Total	543,99	100,00

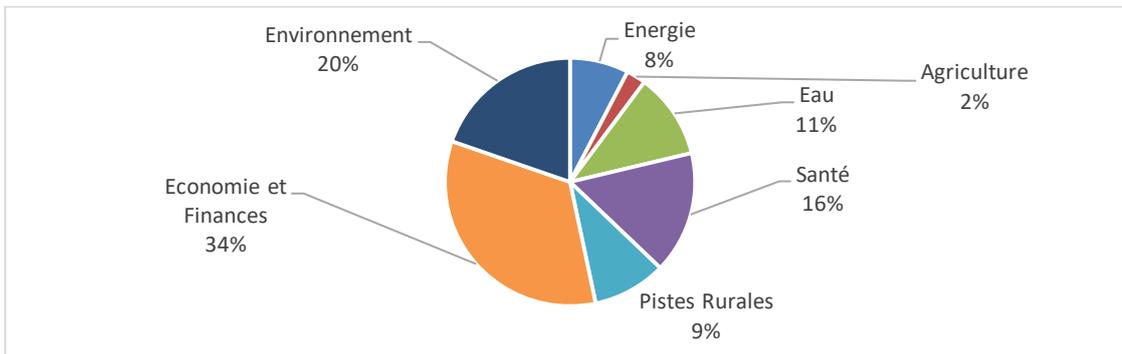
Source : DGTCP

La mobilisation des ressources extérieures en 2023 cadre avec les orientations du document de stratégie d'endettement public 2023-2025 qui vise la mobilisation des ressources auprès des créanciers extérieurs concessionnels et semi-concessionnels.

Le graphique ci-dessous montre la répartition des emprunts extérieurs en 2023 par secteur. Il s'agit entre autres de : l'Economie et Finances, l'Environnement, la Santé et l'Eau.

² Y compris ceux envers la BOAD, conformément à la classification du FMI

Figure 2: Répartition par secteur de financements extérieurs obtenus en 2023

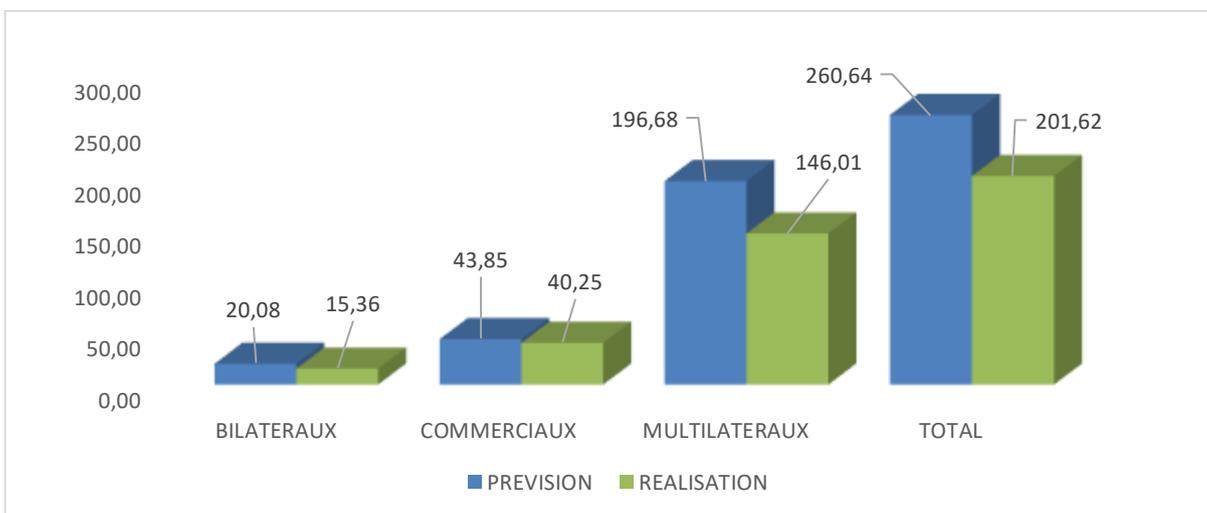


Source : DGTCP

2- Exécution des dépenses en capital sur les emprunts extérieurs au titre de l'exercice 2023

L'exécution de décaissement en 2023 (emprunts projets) et l'appui budgétaire de la Banque Mondiale de 90,72 milliards de FCFA se chiffrent à 201,62 milliards de FCFA, soit 77,36 % des prévisions d'un montant de 260,64 milliards de FCFA, comme le montre la figure ci-dessous :

Figure 3 : Situation des décaissements extérieurs au titre de l'année 2023 en milliard de FCFA



Source : DGTCP

3- Etat de mise en œuvre du plan de financement 2023

A fin décembre 2023, le montant total décaissé conformément au collectif budgétaire (financements extérieurs et marché régional) se chiffre à 749,44 milliards de FCFA contre une prévision de 764,63 milliards de FCFA. Ainsi, le plan de financement de 2023 est exécuté à 97,71 %. Le tableau ci-dessous indique le taux d'exécution du plan de financement 2023.

Tableau 3 : Exécution du plan de financement 2023

LIBELLES		PREVISION DE DECAISSEMENT 2023			REALISATION FIN DEC 2023		REMBOURSEMENT FIN DEC 2023		FINANCEMENT NET	
		MONTANT EN MILLIARDS DE FCFA	EN % DU TOTAL	EN % DU PIB	MONTANT EN MILLIARDS DE FCFA	Taux d'exécution (%)	MONTANT EN MILLIARDS DE FCFA	EN % DU TOTAL	MONTANT EN MILLIARDS DE FCFA	EN % DU PIB
DETTE EXTERIEURE	MULTILATERAUX	196,68	25,64	3,54	146,01	74,00	28,77	7,21	117,24	2,11
	BILATERAUX	20,08	2,62	0,36	15,36	76,48	4,23	1,06	11,13	0,20
	COMMERCIAUX	43,85	5,72	0,79	40,25	91,79	53,74	13,46	- 13,49	- 0,24
	TOTAL EN FCFA	260,60	33,98	4,68	201,61	77,36	86,75	21,73	114,87	2,06
DETTE INTERIEURE	TITRE DE CREANCES	506,39	66,02	9,1	547,83	108,18	309,83	77,62	238,00	4,28
	AUTRES	0	0	0	0	0	2,59	0,65	- 2,59	- 0,05
	TOTAL EN FCFA	506,39	66,02	9,1	547,83	108,18	312,42	78,27	235,41	4,23
TOTAL		767	100	13,79	749,44	97,71	399,17	100,00	350,28	6,30

Source : DGTCF

B - Financements intérieurs : Emission des titres publics à fin décembre 2023

En 2023, le Trésor Public a émis des Obligations et Bons du Trésor sur le marché régional de l'UMOA pour un montant total de 728,83 milliards de FCFA. Ce volume prend en compte les émissions de Bon du Trésor réglées pour les opérations de décalage de trésorerie pour un montant de 153,88 milliards de FCFA.

Sur le plan budgétaire, des émissions de 547,83 milliards de FCFA sont réalisées contre une prévision de 506,39 milliards de FCFA. Etant entendu que le collectif budgétaire était voté en octobre 2023, le programme des émissions de titres publics a été exécuté avec un dépassement de 41,43 milliards de FCFA déjà dès la fin du mois de septembre 2024, soit un taux de réalisation de 108,18% par rapport à ce qui est retenu dans le collectif.

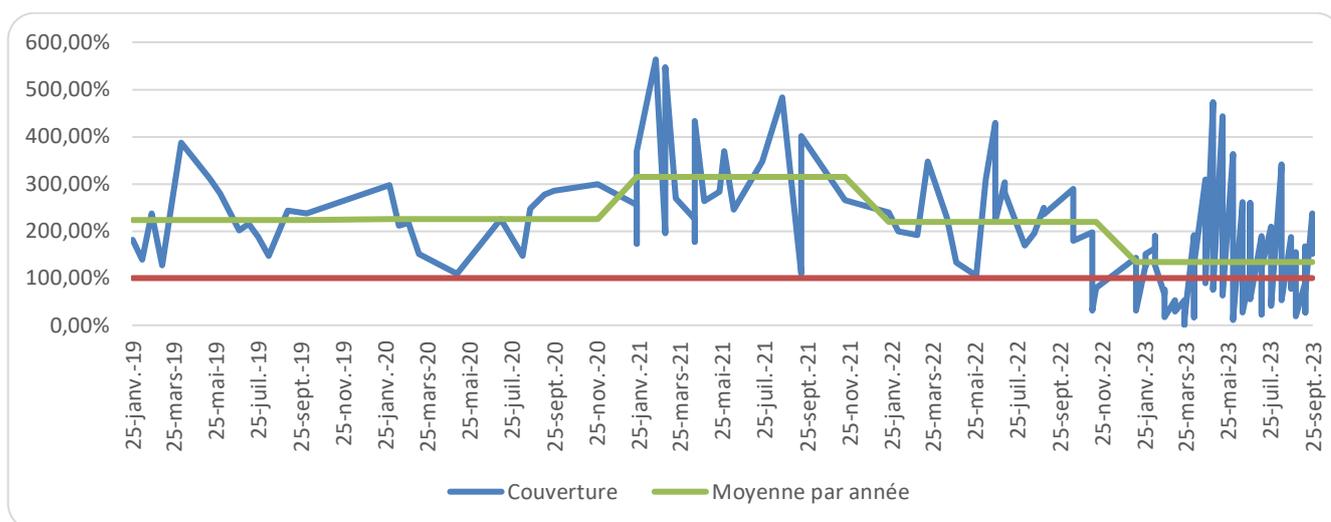
Au cours de l'année 2023, la préférence des investisseurs pour les titres publics de maturité courte a contraint l'Etat du Togo à émettre plus sur les maturités de 1 ans et de 3 ans.

Il convient de relever qu'en 2023, l'Etat n'a fait aucune émission par syndication.

Bien que le taux de couverture moyen est ressorti à 134%, les émissions des titres publics en 2023 se sont réalisées dans une situation de liquidité tendue sur le marché financier de l'UMOA. Ceci dénote le relèvement des rendements des émissions dans la sous-région en lien avec la politique de normalisation de la tension inflationniste.

Les taux de couverture sont certes satisfaisants mais moins importants que les exercices antérieurs.

Figure 4: Evolution des taux de couverture des émissions de titres publics de 2019 à 2023



Source : DGTCP

IV. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique est constituée de la dette publique directe de l'administration centrale.

A fin décembre 2023, elle se chiffre à 3 707,46 milliards de FCFA, soit 66,65% du PIB. La situation de la dette publique de 2021 à 2023 est résumée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Encours de la dette publique de 2021 à 2023 (en milliards de FCFA)

Année	2021			2022			2023		
	Montant	% TOTAL	%PIB	Montant	% TOTAL	%PIB	Montant	% TOTAL	%PIB
Dette Intérieure	1 848,50	63,48	39,99	2 041,25	61,17	40,26	2 276,19	61,38	40,92
Obligations	1 524,00	52,33	32,98	1 833,51	54,94	36,17	1 916,63	51,69	34,45
Bons du trésor (*)	-	-	-	-	-	-	154,37	4,16	2,77
Allocation DTS	111,72	3,84	2,42	111,72	3,35	2,2	111,72	3,01	2,01
Crédit	171,11	5,88	3,70	54,35	1,63	1,07	51,8	1,4	0,93
Autres comptes à payer	41,67	1,43	0,90	41,67	1,25	0,82	41,67	1,12	0,75
Dette extérieure	1 063,98	36,54	23,02	1 296,10	38,84	25,58	1 431,68	38,61	25,74
Commerciaux	496,27	17,04	10,74	476,79	14,29	9,41	491,69	13,26	8,84
Bilatéraux	47,08	1,62	1,02	59,71	1,79	1,18	75,97	2,05	1,37
Multilatéraux	520,63	17,88	11,27	759,6	22,76	14,99	864,02	23,3	15,53
Total dette	2 912,48	100	63,02	3 337,35	100	65,84	3 707,84	100	66,65

Source : DGTCP

Le taux d'endettement est passé de 63,02% en 2021 à 66,65% en 2023, soit une augmentation de 3,63% sur la période sous revue. Elle s'explique essentiellement par la hausse des dépenses budgétaires due aux

effets de la crise sanitaire liée à la COVID-19, la crise sécuritaire dans la région septentrionale et les mesures sociales pour contrer la vie chère.

Grâce à la consolidation budgétaire entreprise par les autorités togolaises de contenir le déficit budgétaire à 3% du PIB à partir de 2025, la viabilité de la dette publique serait préservée. Le Togo respecte ainsi la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70% en ce qui concerne le taux d'endettement.

Le service de la dette publique totale exécuté au cours de la gestion 2023, se chiffre à 552,19 milliards de FCFA contre une prévision totale de 541,69 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 101,94%. Ces paiements ont connu une légère augmentation de 3,85% par rapport à l'année 2022 dont le montant s'élevait à 531,70 milliards de FCFA. Le service de la dette publique payé hors remboursement des Bons du Trésor infra annuels, se décompose comme suit : Principal payé : 399,17 milliards de FCFA ; Intérêts et commissions : 153,02 milliards de FCFA.

Dans le cadre de ce rapport, pour une meilleure analyse budgétaire, le remboursement des bons du Trésor émis au cours l'année (bons infra annuels) pour un montant de 153,88 milliards de FCFA n'a pas été pris en compte dans le service de la dette car étant une opération de décalage de trésorerie.

Tableau 5 : Situation de la dette de 2019 à 2023 en milliards de FCFA

Année	2019		2020		2021		2022		31-déc-23	
	USD	XOF								
Dette Totale	3,76	2 197,74	4,78	2 555,45	5,04	2 912,48	5,43	3 337,36	6,25	3 707,84
<i>Dette Extérieure</i>	1,28	751,30	1,83	981,28	1,84	1 063,98	2,11	1 296,11	2,41	1 431,68
<i>Dette Intérieure</i>	2,47	1 446,44	2,94	1 574,17	3,20	1 848,50	3,32	2 041,25	3,83	2 276,15
Total de Tirages / Emissions	0,91	2171,69	5,53	3213,21	2,19	1212,51	3,27	2029,78	4,46	2745,21
<i>Dette Extérieure</i>	0,31	1819,60	4,68	2723,23	1,00	555,82	2,23	1381,78	3,32	2043,50
<i>Dette Intérieure</i>	0,60	352,08	0,85	489,98	1,19	656,69	1,04	648,00	1,14	701,70
Total du Service de la Dette (a + b)	0,88	517,68	0,83	480,87	0,92	506,23	0,85	504,20	1,17	552,19
<i>Service de la Dette Extérieure</i>	0,08	47,24	0,06	33,25	0,07	39,05	0,17	107,85	0,18	110,97
<i>Service de la Dette Intérieure</i>	0,80	470,45	0,77	447,62	0,85	467,18	0,68	396,35	0,98	441,22
Total des remboursements de principal (a)	0,74	431,82	0,66	381,60	0,74	406,44	0,65	379,78	0,91	553,05
<i>Dette Extérieure</i>	0,07	38,44	0,03	19,35	0,04	24,08	0,13	84,00	0,14	86,75
<i>Dette Intérieure</i>	0,67	393,38	0,62	362,25	0,70	382,36	0,52	295,79	0,77	312,42
Total des paiements d'intérêt et commissions (b)	0,15	85,86	0,17	99,27	0,18	99,80	0,20	124,41	0,25	153,02
<i>Dette Extérieure</i>	0,01	8,80	0,02	13,90	0,03	14,98	0,04	23,85	0,04	24,23
<i>Dette Intérieure</i>	0,13	77,07	0,15	85,37	0,15	84,82	0,16	100,56	0,21	128,79

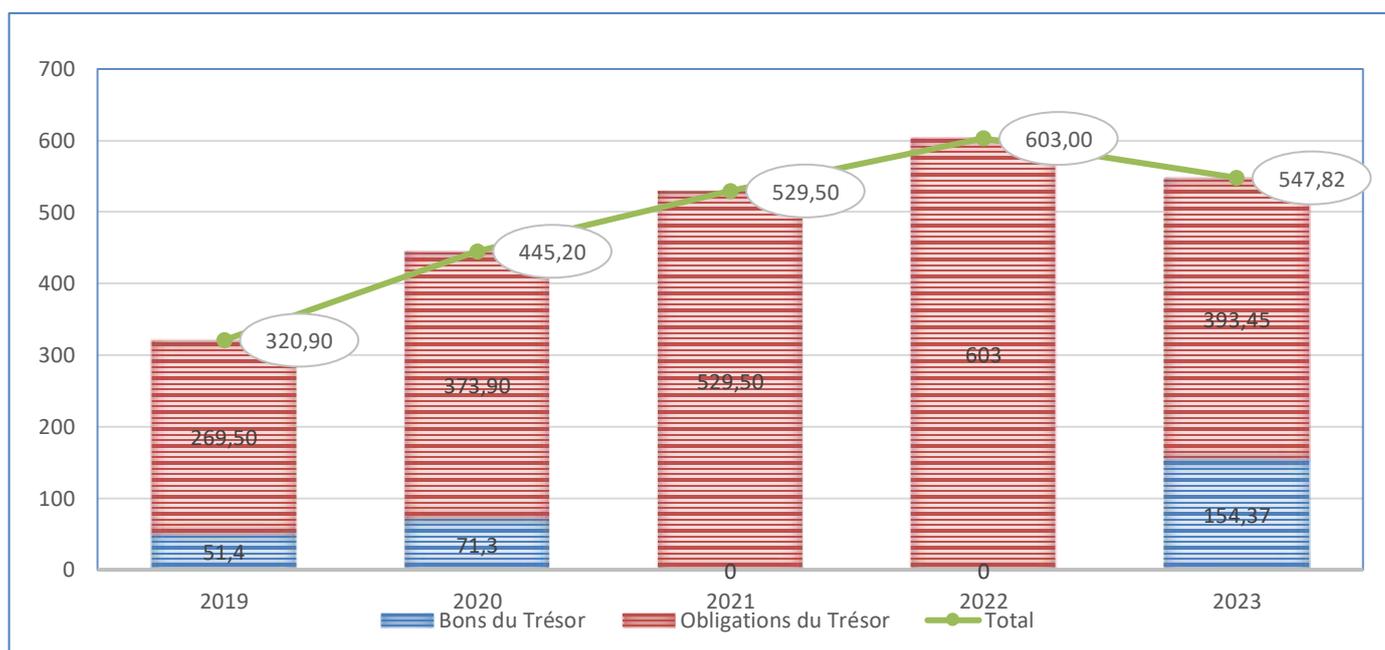
Source : DGTCP

A. Dette publique intérieure

Le stock de la dette intérieure se chiffre à 2 276,15 milliards de FCFA (40,92% du PIB) à fin décembre 2023, soit une hausse de 11,5% par rapport à son niveau à fin 2022 imputable à la hausse de la mobilisation des titres publics.

Sur la période de 2019 à 2023, la mobilisation des titres publics est passée de 320,90 milliards de FCFA en 2019 à 547,82 milliards de FCFA en 2023. Il faut noter que les bons du Trésor infra annuel se chiffrent à 153,9 milliards de FCFA. L'évolution des émissions de titres publics de 2019 à 2023 est présentée par la figure ci-après.

Figure 5 : Evolution des émissions de titres publics de 2019 à 2023



Source : DGTCP

B. Dette publique extérieure

1 - Situation de la dette extérieure à fin 2023

L'encours de la dette extérieure au 31 décembre 2023 se chiffre à 1 431,68 milliards de FCFA (25,74% du PIB) contre 1 296,10 milliards de FCFA (23,30% du PIB) en 2022. Cette variation est la résultante des tirages pour 204,35 milliards de FCFA, des remboursements pour 86,75 milliards de FCFA, des autres ajustements antérieurs (38,64 milliards de FCFA) et des fluctuations de taux de change (20,75 milliards de FCFA).

Tableau 6 : Dynamique de la dette extérieure au 31 décembre 2023

CREANCIERS	ENCOURS AU 31.12.2022	AUTRES FLUX ANTERIEURS SUR TIRAGES	PRINCIPAL PAYÉS EN 2023	TIRAGES 2023	VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE	ENCOURS AU 31.12.2023
BILATERAUX	59,71	0	4,23	22,00	1,51	75,97
COMMERCIAUX	476,79	38,71	53,74	43,60	13,67	491,69
MULTILATERAUX	759,6	-0,1	28,78	138,7	5,6	863,97
TOTAL	1 296,10	38,64	86,75	204,35	(20,75)	1 431,68

Sources : DGTCP

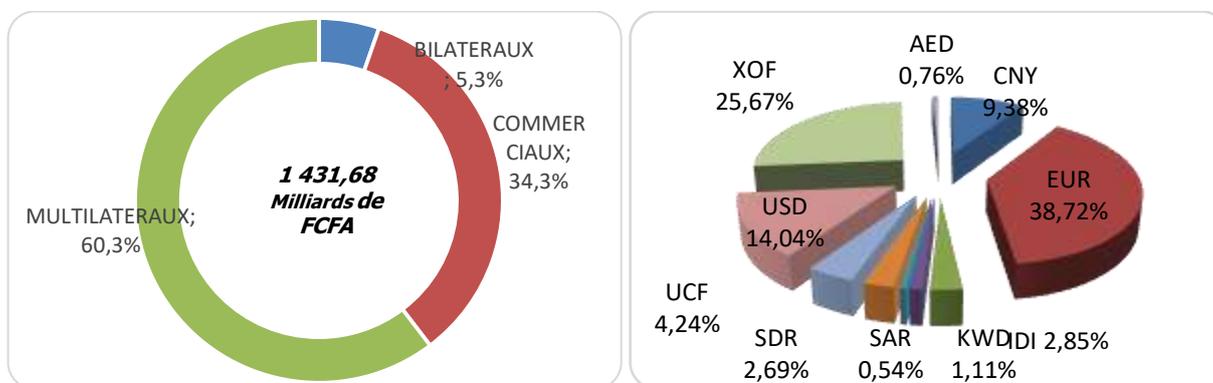
2 - Composition de la dette extérieure

La dette extérieure à fin décembre 2023 représente 38,61 % du portefeuille de la dette publique.

L'encours de la dette extérieure est composé de 60,3% des engagements envers les créanciers multilatéraux, 34,3% envers les commerciaux et de 5,3% envers les bilatéraux.

La décomposition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise est présentée ci-dessous.

Figure 6 : Composition de l'encours de la dette extérieure par type de créancier et par devise à fin 2023



Source : DGTCP

L'encours de la dette extérieure est composé de 71,30% de dettes libellées en FCFA et de 14,95% de dette en Euro, soit 86,25% de dette non fluctuante et 13,75% de dette exposée aux fluctuations de taux de change.

➤ Dette bilatérale

Cette catégorie de dette représente une part relativement faible, soit 5,31% du portefeuille de la dette extérieure.

Les principaux créanciers bilatéraux du Togo sont l'Agence Française de Développement (30,59%) et du Fonds d'Abu Dhabi (30,59%) suivis du Fonds Koweïtien (20,96%) suivi de Fonds Saoudien et la Belgique.

Tableau 7 : Caractéristiques et encours de la dette bilatérale au 31 décembre 2023

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)	%
AFD	EUR	20	5	1	23,24	30,59
BELGIQUE	EUR	30	11	0	5,83	7,67
FDS SAOUDIEN	SAR	25	5	2	7,74	10,18
FONDS KOWEITIEEN	KWD	26	6	2	15,93	20,96
FONDS D'ABU DHABI	AED	20	5	1	23,24	30,59
TOTAL					75,97	100,00

Source : DGTCP

➤ Dette multilatérale

La dette multilatérale se chiffre à 864,02 milliards de FCFA et représente le principal type de créancier extérieur, soit 60,35% du portefeuille de la dette extérieure. Les engagements du Gouvernement togolais représentent 37,68% du portefeuille de la dette extérieure pour l'IDA, le contre 22,03% pour le FMI et 20,51% pour la BOAD. Les emprunts multilatéraux se présentent comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Caractéristiques et encours de la dette multilatérale au 31 décembre 2023

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (en milliard de FCFA)	%
BADEA	USD	25	10	1	15,66	1,81
BEI	EURO	22	6	2	8,40	0,97
BID*	USD-IDI	25	7	2	60,69	7,02
BIDC	USD-UCF	26	5	2,75	17,18	1,99
FAD	UCF	40	10	0,75	50,68	5,87
FIDA	SDR-EURO	40	10	0,75	6,80	0,79
FMI	SDR	10	6	0,5	190,36	22,03
IDA	EUR-SDR	36	6	0,75	325,58	37,68
OPEC	USD	20	5	2,25	11,45	1,32
BOAD	XOF	22	7	2,77	177,21	20,51
TOTAL					864,02	100

NB : Pour la BID, il s'agit des charges administratives

Source : DDTCP

➤ Dette commerciale

La dette commerciale qui s'élève à 491,69 milliards de FCFA occupe la deuxième place du portefeuille de la dette extérieure par type de créancier après les multilatéraux, soit 34,34%. L'Eximbank Chine (46,66%) est le principal créancier, suivi respectivement de la Société Générale (15,01%) et de Bank of

Tokyo-MUFG (13,20%) puis de l'Eximbank Inde (8,01%) pour cette catégorie de dette. Le Togo a également fait recours aux crédits à l'exportation.

Tableau 9 : Caractéristiques et encours de la dette commerciale au 31 décembre 2023

Créanciers	Devise de base du prêt	Durée (ans)	Différé (ans)	Taux d'intérêt (%)	Encours (milliard de FCFA)	%
ADEX	USD	15	2	5	5,94	1,21
EXIMBANK CHINE	USD - CNY	20	7	2	229,44	46,66
EXIMBANK INDE	USD	22	7	1,75	39,40	8,01
BK OF TOKYO-MUFG	EUR	10	2	4,68	64,89	13,20
SOCIETE GENERALE	EUR	10	2	4,54	73,81	15,01
BANQUE HAPOALIM	EUR	10	3	Euribor 6 mois+0,15%	45,95	9,35
NATIXIS	EUR	12	3	0,38	27,76	5,65
BPI FRANCE	EUR	13	3	2,69	1,02	0,21
UNICREDIT BANK	EUR	13	3	4,355	3,49	0,71
TOTAL					491,69	100,00

Source : DGTCP

V – INDICATEURS DE COUT ET DE RISQUES DU PORTEFEUILLE

Les indicateurs de coût et risques ont été calculés sur le portefeuille de la dette publique à fin décembre 2023.

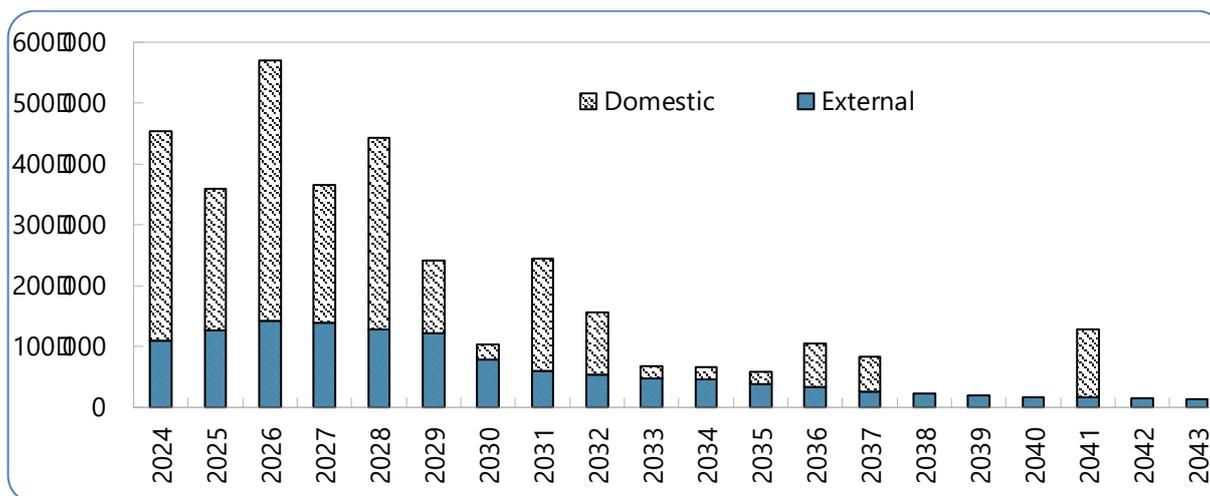
Tableau 10 : Indicateurs de coût et de risques de la dette publique à fin décembre 2023

Indicateurs de coût et risques		Dette extérieure			Dette intérieure			Dette totale		
		2021	2022	2023	2021	2022	2023	2021	2022	2023
Montant (en milliard de FCFA)		1 063,98	1 296,11	1 431,68	1 848,50	2 041,24	2 276,15	2 912,42	3 337,35	3 707,84
Montant (en million d'USD)		1 980,38	2 107,49	2 331,65	3 440,61	3 319,11	3 706,97	5 420,99	5 426,60	6 038,62
Dette nominale en % du PIB		22,81	25,57	25,74	39,62	40,27	40,92	63,00	65,84	66,65
VAN en % PIB		17,68	20,05	19,97	39,62	40,92	41,14	57,31	60,00	59,60
Coût de la dette	Intérêts payés (% PIB)	0,39	0,42	0,39	2,22	2,31	2,14	2,61	2,73	2,53
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,69	1,65	1,52	5,46	5,73	5,22	4,08	4,15	3,79
Risque de refinancement	ATM (année) : Maturité moyenne du portefeuille	8,23	8,25	8,93	5,26	5,64	4,88	6,65	6,66	6,45
	Dette échéant dans un (1) an (% de la dette totale)	5,58	6,62	7,56	16,48	15,48	15,13	12,47	12,02	12,20
	Dette échéant dans un (1) an mois (% PIB)	1,29	1,71	1,96	6,53	6,23	6,19	7,82	7,94	8,15
Risque de taux d'intérêt	ATR : Temps moyen jusqu'à refixation (année)	8,16	8,22	8,90	5,26	5,64	4,87	6,33	6,64	6,43
	Refixation dans un (1) an (% de la dette totale)	6,56	7,05	7,96	16,48	15,48	15,45	12,83	12,19	12,54
	Dette à taux fixe y compris Bons du Trésor (% de la dette totale)	99,61	99,53	99,58	100,00	100,00	100,00	99,62	99,82	99,84
	Bons du Trésor en % de la dette totale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,10	0,00	0,00	4,35
Risque de taux de change	Dette extérieure en % de la dette totale							36,53	38,84	38,61
Notes:	Part de la dette totale à devises fluctuantes							18,87	16,50	13,75

Source : CNDP

Le profil d'amortissement de la dette montre que le portefeuille de la dette est exposé à un risque de refinancement modéré compte tenu de la maturité résiduelle relativement courte des emprunts de la dette intérieure. La figure 3 ci-après indique une concentration des échéances de la dette intérieure sur les cinq (05) prochaines années, ce qui pourrait générer des pressions de refinancement.

Figure 7 : Profil d'amortissement de la dette à fin décembre 2023



Source : CNDP

A. Le coût du portefeuille de la dette existante

Le coût du portefeuille de la dette est analysé à travers le taux d'intérêt implicite. Il ressort à 3,79% à fin décembre 2023 contre 4,15% à fin décembre 2022. Cette baisse du taux d'intérêt implicite s'explique par l'encours de l'appui budgétaire de IDA de 150 millions de dollars USD à taux d'intérêt zéro. La dette intérieure, dominée par les titres publics, coûte en moyenne 5,22% contre 1,52% pour la dette extérieure.

La charge d'intérêt représente 2,53% du PIB. Elle est de 2,14% du PIB pour la dette intérieure contre 0,39% du PIB pour la dette extérieure. La réduction du coût de la dette dépendra de la capacité de l'Etat à mobiliser les ressources concessionnelles sur le moyen terme et le long terme.

B. Les risques liés au portefeuille de la dette existante

1. Le risque de refinancement

Le risque de refinancement est mesuré à travers trois indicateurs :

- ✓ la maturité moyenne du portefeuille ;
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage du PIB ; et
- ✓ la proportion de dette qui arrive à échéance dans un an en pourcentage de la dette totale.

La maturité moyenne de l'ensemble du portefeuille ressort à 6,45 ans à fin décembre 2023 contre 6,66 ans à fin décembre 2022. Cet indicateur est influencé positivement par la dette extérieure ayant une maturité moyenne de 8,93 ans. La maturité moyenne de la dette intérieure, quant à elle, est de 4,88 ans en 2023 contre 5,64 ans en 2022. Cette baisse est due à la préférence des investisseurs pour les titres

publics de court terme qui ont contraint l'Etat togolais à émettre plus de bons du trésor au cours de l'année 2023.

L'encours de la dette arrivant à échéance au 31 décembre 2023 représente 12,20% de l'ensemble du portefeuille de la dette, soit 8,15% du PIB. La part de la dette intérieure qui arrive à échéance au 31 décembre 2023 est de 15,13% contre 7,56% pour la dette extérieure.

Le profil de maturité indique une forte concentration des échéances au cours des trois (03) prochaines années, ce qui pourrait générer des pressions de trésorerie.

2. Le risque de taux d'intérêt

Le risque de refixation ou de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de trois (3) indicateurs :

- a. la durée moyenne jusqu'à révision du taux ;
- b. la dette à réviser dans un délai d'un an ou moins ; et
- c. la dette à taux variable.

Le temps moyen de l'ensemble du portefeuille jusqu'à la révision des taux est de 6,43 ans. Cet indicateur relativement faible est influencé par la dette intérieure ayant un temps moyen de 4,87 ans. Le temps moyen de la dette extérieure est de 8,90 ans.

L'encours de la dette dont le taux sera révisé au 31 décembre 2023 représente 12,54% de la dette totale. Cette dette qui arrive à échéance sur la période doit toutefois être refinancée à de nouvelles conditions financières du marché, ce qui expose le portefeuille à un risque de taux d'intérêt. C'est le cas notamment de 15,45% de la dette intérieure à fin en 2023.

Le niveau de la dette à taux variable dans le portefeuille est négligeable (0,16%), ce qui réduit l'exposition du portefeuille aux fluctuations des taux d'intérêts.

3. le risque de taux de change

Au vu de la composition de l'encours, la dette publique est moins exposée au risque de taux de change. En effet, il est composé de 71,30% de dettes libellées en FCFA et 14,95% en Euro.

Le portefeuille de la dette extérieure (38,61% de la dette totale) est tout de même influencé par les fluctuations de certaines devises majeures ((14,04% pour le dollar US et 9,38% pour le yuan renminbi (CNY)). On note une proportion importante de la dette extérieure libellée en Euro (38,72%) qui est une devise non fluctuante vis-à-vis du FCFA. Il faut signaler également que tous les concours du FMI en DTS dont l'encours représente 25,67% de la dette extérieure n'ont pas d'effet sur le taux de change en raison de l'accord de contrepartie signé entre la Banque Centrale et l'Etat.

VI- DETTE GARANTIE PAR L'ETAT

Le montant total des garanties accordées par l'Etat se chiffre à 41,63 milliards de FCFA au 31 décembre 2023, soit 0,75% du PIB. Ces garanties ont été essentiellement accordées pour la réalisation des projets dans les secteurs de l'agriculture et de la santé. L'encours des garanties représente 0,25% du PIB à fin décembre 2023.

Tableau 11 : Situation des garanties en 2023 par l'Etat en milliard de FCFA

BENEFICIAIRE	PROJET	MONTANT GARANTI	ENCOURS FIN DECEMBRE 2023
MIFA S.A pour le compte des banques locales	Financement des acteurs de la chaîne de valeur agricole	17,30	0,63
INAM pour le compte de Banco Santander SA	Construction d'un hôpital et quatre centres de santé de soins mères/enfants au Togo	24,33	13,45
TOTAL		41,63	14,08
En % du PIB		0,75	0,25

Source : DGTCP

VII- ACTIVITES DU COMITE NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)

Les activités du CNDP au titre de l'année 2023 s'articulent autour des points suivants :

A- Analyse de la Viabilité de la Dette Publique

La Commission Technique du CNDP a procédé à l'Analyse de viabilité de la dette publique (AVD) du Togo sur la période 2023-2043 avec les données macroéconomiques d'octobre 2023, les données de la dette publique à fin décembre 2022 et leurs projections sur les vingt (20) prochaines années.

A fin 2022, la note de l'Indice Composite (IC) attribuée au Togo dans le nouveau cadre révisé de viabilité de la dette (CVD) est de 2,85 le classant ainsi parmi les pays qui ont une capacité d'endettement moyenne.

Les résultats issus de l'AVD révèlent que la dette extérieure présente à court et moyen termes, un risque de surendettement modéré. Il ressort également que les indicateurs d'endettlements extérieurs sont en deçà des normes requises dans le scénario de référence. Les ratios se dégradent en cas de choc sur l'activité économique.

Au regard des résultats obtenus, la dette totale (dette extérieure et dette intérieure) présente un risque de surendettement élevé.

B- Orientation de la stratégie de gestion de la dette publique

La stratégie optimale permet d'allonger la maturité du portefeuille en passant de 6,4 ans en 2023 à 8,1 ans à fin 2026. Le taux d'intérêt implicite du portefeuille se situerait à 4,4% à fin 2026 contre 3,8% à fin 2023. La dette extérieure représenterait 54,9% du portefeuille en 2026 contre 38,6% en 2023. Elle met l'accent sur la possibilité d'une gestion plus active des titres (rachat, échange).

C - Dossiers spécifiques examinés par le CNDP

Le Comité technique de la dette publique, a, au titre de ses attributions, conduit les différentes négociations qui ont abouti à la signature des accords de financement. Il a aussi procédé à l'examen des dossiers de requêtes de financement et des dossiers de demandes de prorogation de la date limite de décaissement des ressources de prêts et de dons.

Conclusion

A fin décembre 2023, le niveau de dette par rapport au PIB est de 66,65% du PIB.

Dans le moyen terme, la trajectoire de la dette se situerait à 60,8% du PIB en 2026 grâce à la consolidation budgétaire pour contenir le déficit budgétaire à l'intérieur de 3% du PIB à l'horizon 2026.

Les efforts vont se poursuivre pour maintenir la dette extérieure à un risque modéré de surendettement avec des marges conséquentes pour absorber les chocs et ramener le risque de surendettement global élevé à un risque de surendettement global modéré en 2026.